

L'âme véritable des Nations unies

Partage international n° 230 - Octobre 2007

Interview de Federico Mayor Zaragoza par Carmen Font

Federico Mayor Zaragoza, biochimiste de formation, et poids lourd de la vie politique espagnole, a gagné sa stature internationale lors des deux mandats qu'il a passés à la tête de l'Unesco (1987-1999), où il a notamment lancé le programme Culture de la Paix. Après avoir refusé de se présenter à un troisième mandat, il a fondé en Espagne la Fundación Cultura de Paz et son organisation sœur, Ubuntu. Carmen Font l'a interviewé pour Partage international.

Partage international : Vous êtes un défenseur indéfectible des Nations unies. Quelles sont, à votre avis, les causes de son dysfonctionnement ?

Federico Mayor : Je crois que l'affaiblissement de l'Onu a commencé dès la fin de la Guerre froide, en dépit des initiatives importantes que l'on a pu prendre récemment. En 1954, les officiels onusiens se sont aperçus qu'il y avait urgence à améliorer la distribution des richesses du monde, et qu'il était contraire à toute équité de voir des pays d'une extrême pauvreté en côtoyer d'autres jouissant d'une prospérité sans précédent. Ce fut le point de départ du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement). Soudain, était apparue dans la communauté internationale la conviction que la clé à nos problèmes se trouvait dans le partage. Et quelle est la meilleure façon de partager ? Le développement.

Commença alors un long débat sur la meilleure façon de savoir comment amener les pays au même niveau de développement et évaluer le rôle que devraient y tenir les politiques éducatives et culturelles. C'est ce qu'aujourd'hui, nous appelons le « *développement intégral* ». Puis apparut une autre idée, plus importante encore : celle de « *développement endogène* », consistant, pour parler court, à aider les pays à s'aider eux-mêmes, à acquérir assez d'autonomie pour se (re) construire. Mais aujourd'hui, toutes ces bonnes résolutions ont tourné court ; nous faisons même le contraire. Témoin l'incapacité ou le manque de volonté des pays riches de consacrer 0,7 % de leur PIB (produit intérieur brut) à l'aide internationale.

Cette idée de développement franchit ensuite une troisième étape avec l'apparition de la notion de « durabilité ». Ce fut Gro Harlem Brundtland qui constata la première que parler de développement n'avait aucun sens si, dans le même temps, nous épuisons les ressources de la planète. Et qu'il nous faut donc compenser dans une proportion égale chaque prélèvement opéré dans la nature. Il va sans dire que ces trois aspects du développement en sont encore largement à l'état virtuel. Le progrès que nous prétendons apporter n'est certainement pas un progrès à visage humain, même si nous publions chaque année, avec force couleurs, un Rapport sur le développement humain.

PI. Quel devrait être le premier pas pour véritablement démarrer un développement à visage humain ?

FM. Il faut, d'abord et avant tout, supprimer les prêts. Depuis la fin de la Guerre froide, les Etats ont remplacé leur contribution de 0,7 % de leur PIB à l'aide au développement par des prêts consentis dans des conditions très dures. Ces prêts ont pour effet d'opérer des coupes sombres dans les forces vives des pays, comme les enseignants, les médecins, les infirmières, les travailleurs sociaux ; sans parler du fait qu'ils reviennent très vite dans les poches des donateurs, seuls qualifiés pour construire les infrastructures indispensables au démarrage économique, les pays bénéficiaires n'ayant pas les moyens d'investir dans la formation de leurs propres ingénieurs. Ces prêts ne sont donc rien d'autres que du business auquel les Nations unies participent avec réticence. D'autant que, effet pervers supplémentaire, ils alourdissent toujours plus la dette des pays pauvres au point qu'ils en sont venus à payer plus qu'ils ne reçoivent. C'est ainsi que, depuis la fin de la Guerre froide, les Nations unies, peu à peu détournées de leur mission essentielle - la paix par la justice, c'est-à-dire un véritable partage, la coopération, le développement, la santé, le logement et l'éducation - ont connu une lente érosion. Tout cela, nous le savons, mais il y a loin entre ce que nous savons intellectuellement et ce que nous sommes déterminés à accomplir.

PI. On reproche sans cesse aux Nations unies leur manque de pouvoir politique...

FM. Les Nations unies disposent d'un pouvoir politique, mais on ne leur permet pas de l'utiliser. Plusieurs obstacles s'y opposent. Il y a, en premier lieu, deux ou trois pays qui, du fait de leur puissance

économique, sont en mesure de suspendre leurs contributions (rappelez-vous que les Etats-Unis doivent des milliards de dollars à l'Organisation) ; ils se sont, en outre, intronisés comme les dirigeants virtuels de l'Onu. Ils ignorent les résolutions du Conseil de sécurité ou les jugements de la Cour internationale de justice. Autant d'attitudes qui plongent l'ensemble du système onusien dans une atmosphère de découragement et de trahison, qui se répercute inévitablement sur la qualité de travail de ses membres.

Il est exact que le système des Nations unies a été la cible constante et délibérée d'attaques visant à le détourner de sa mission essentielle. Comme on le sait, les hommes peuvent mourir pour un idéal, mais un idéal, s'il est vrai, est immortel. C'est ce qui se passe aujourd'hui à l'Onu. Certains gouvernements ou dirigeants ont essayé de l'affaiblir en la forçant à prendre des initiatives étrangères, voire contraires, à notre mission. Mais nous n'avons pas encore perdu notre intégrité morale.

Les Nations unies ne sont pas une organisation d'assistance matérielle, et l'Unesco n'a pas pour rôle de construire des écoles ou d'augmenter les taux d'alphabétisation. C'est aux pays pauvres de construire leurs écoles, en programmant des budgets *ad hoc*. Et il revient à l'Onu de les accompagner et de les aider à acquérir une autonomie qui les mettra à l'abri des convoitises des multinationales et des nations riches. C'est ainsi que se construit la paix. L'Unesco, par exemple, a pour mandat d'édifier cette paix partout où la guerre fait rage. Comment ? Par l'éducation et la culture. Nous avons tous besoin d'être éduqués - spécialement nos dirigeants politiques. C'est à cette seule condition que nous serons en mesure de prévenir les conflits, en particulier en utilisant, ou en les aidant à utiliser les ressources jusque là employées pour la guerre au service de la paix. L'Onu n'a rien d'une institution charitable. Nous existons pour créer, physiquement et intellectuellement, les conditions de la paix. C'est-à-dire en instaurant une justice et un partage véritables, et pas seulement une distribution décousue, incohérente d'aides économiques et politiques. Ce n'est que lorsque les politiciens comprendront que la création de la paix implique une politique systématique de prévention des conflits et une authentique volonté de « création de paix », que l'âme véritable des Nations unies apparaîtra en pleine lumière. On ne préviendra les conflits qu'en instaurant des conditions économiques telles qu'elles permettront aux pays pauvres de parvenir à leur émancipation et à l'estime d'eux-mêmes. Il y aura toujours, bien entendu, des groupes animés par la folie du terrorisme et du nationalisme, mais l'Onu dispose de mécanismes de sécurité mondiaux (comme ses agences chargées des questions du

nucléaire) pour tuer dans l'œuf les actions dangereuses. L'Onu n'a pas pour rôle, pas plus que toute autre nation, d'engager des actions unilatérales sous prétexte d'empêcher le terrorisme. Nous avons besoin de plus de sagesse et de moins d'esprit de vengeance.

PI. *Pourrions-nous revenir un peu sur les conséquences de la fin de la Guerre froide sur le fonctionnement des Nations unies ?*

FM. Très volontiers. Ce fut un moment historique colossal pour de multiples raisons, une période test pour l'humanité. Nous avons alors deux systèmes : l'un, le communisme, qui avait supprimé la liberté aux dépens de l'équité. (M. Gorbatchev savait que la transition entre l'uniformité et la liberté serait difficile et que, finalement, la situation lui échapperait.) L'autre, le capitalisme, qui au contraire, avait de loin privilégié la liberté à la justice. C'est ce dernier système qui prévaut aujourd'hui, le dogme de l'économie de marché. Quand le Mur de Berlin est tombé, nous attendions avec ardeur la paix. Nous étions persuadés de nous trouver devant une fenêtre d'opportunité, que le moment était enfin venu d'utiliser les sommes colossales gaspillées dans la course aux armements, à renforcer les Nations unies et à construire la paix. Mais que s'est-il passé, en réalité ? On a vu apparaître le G7, puis le G8, qui ont « subrepticement » usurpé un immense pouvoir.

PI. « Subrepticement ». *Vous voulez dire que cette situation est plus dangereuse que celle qui prévalait durant la Guerre froide ?*

FM. Permettez-moi maintenant de vous parler en toute franchise. Ayant vécu cette transition d'une manière très intense et personnelle, je peux vous assurer que la période que nous traversons en ce moment est bien plus dangereuse que celle de la Guerre froide. Mais, en même temps, j'ai toutes les raisons de croire que c'est aussi une période de grande opportunité et d'optimisme. J'ai confiance en l'humanité et, par-dessus tout, dans les gens ordinaires. D'accord, comme l'Onu, nous avons été presque privés de nos principes et de notre intégrité morale. Car pour la première fois dans l'histoire, les hommes ont massivement abdicé leurs idéologies en faveur de l'économie de marché. C'est - et je ne saurais insister assez sur ce point - extrêmement dangereux. Nous vivons tous - que nous le sachions ou non, et même si nous estimons progressistes et ouverts aux problèmes du monde - sous l'influence de la compétition et des forces du marché. On essaie de nous convaincre que le partage et l'amour sont des signes de faiblesse, et que les idées et la culture sont inutiles parce qu'elles ne « produisent » rien. Les enfants grandissent dans cet état d'esprit, et nos

sociétés, privées des valeurs d'entraide et de compassion, se caractérisent par une agressivité et un égoïsme sans précédents. Telle est la situation actuelle, et c'est une bombe à retardement. Les entreprises commerciales et les économies de marché ne s'intéressent qu'au profit à court terme : c'est pour cela qu'elles considèrent leurs employés comme des pions et mettent à sac les ressources de la planète. Les responsables politiques, particulièrement après la fin de la Guerre froide, ont été « enlevés » pour être soumis à un véritable lavage de cerveau destiné à leur inculquer l'idée que, seule, l'économie de marché garantira la prospérité de tous. C'est contre cette mentalité que les Nations unies (et bien d'autres organisations) travaillent dur, concentrent toutes les forces pour informer l'humanité que les règles de la vie sont tout autres, et que nous avons besoin de recouvrer l'autorité morale qui fait de nous des êtres humains.

PI. *Quelle est la contribution d'Ubuntu à ce concert mondial ?*

FM. Ubuntu n'a pas pour tâche de faire campagne pour un changement du Conseil de sécurité ; mais de concentrer ses efforts pour réancrer dans l'esprit du public la vraie valeur de la Charte des Nations unies, pour convaincre l'ensemble des participants directs à l'Organisation et de ses agences (qu'ils œuvrent dans le domaine politique, économique, social, environnemental et culturel) de joindre leurs forces et de s'unir dans une nouvelle lumière. Nous consacrons une grande partie de nos activités à promouvoir la voix des gens, que ce soit dans la rue ou dans les représentations politiques via une participation directe à l'Assemblée générale des Nations unies.

PI. *Le pouvoir des peuples constitue-t-il, pour vous, la voie de l'avenir ?*

FM. Absolument. Autrefois, j'entendais sans cesse dire autour de moi qu'on ne pouvait rien faire, qu'on était individuellement impuissants face au système, que la paix n'était qu'un rêve, etc. Mais on a aujourd'hui pris conscience, pour la première fois, que nous n'avons pas encore utilisé le pouvoir que nous détenons, et qu'il est désormais le temps de le faire. On s'aperçoit, un peu partout dans le monde, que ce soit individuellement ou collectivement, que nous avons une énergie, une force.

A cet égard, Ubuntu travaille sur une initiative prometteuse : pourquoi les citoyens, au lieu de se rassembler à la manière habituelle, ne le feraient-ils pas par le réseau informatique ? Ainsi, durant trois jours, ils recevraient par des SMS expédiés de leurs organisations locales une liste de questions spécifiques sur les principaux enjeux internationaux. Puis ils voteraient par mobile. Une telle démarche

créerait une énorme pression sur les dirigeants politiques de la planète, dans la mesure où ils ne pourraient plus se contenter d'inclure vaguement, avec tout le flou requis, ces questions essentielles dans leurs programmes électoraux. C'est par de telles initiatives que nous, en tant que classe sociale et politique, pourrions regagner notre autorité morale sur une échelle internationale.

www.ubuntu.upc.edu

Manifeste d'Ubuntu - pour une réforme en profondeur des institutions internationales

« Nous, citoyennes et citoyens du monde, résolus à préserver les générations futures de la guerre, de la pauvreté, de l'injustice, de l'uniformisation culturelle et de la dégradation de l'environnement, constatons la gravité extrême des problèmes et des enjeux auxquels est confrontée l'humanité et, notamment, que :

- La mondialisation en cours actuellement ne fait qu'accroître l'interdépendance et la complexité des problèmes à l'échelle mondiale et creuse davantage le fossé qui sépare riches et pauvres ; alors que les marchés se mondialisent de plus en plus, l'influence des institutions politiques internationales pour garantir leur fonctionnement démocratique, équitable et efficace diminue de jour en jour.

- La perte d'influence et la mise à l'écart du système des institutions internationales en matière de maintien de la paix et de la sécurité a conduit à l'emploi unilatéral de la force dans les derniers conflits armés (Irak, etc.), au lieu d'encourager la résolution des conflits par la concertation et selon les procédures et les règles fixées par les Nations unies.

Dans un tel contexte, nous, citoyennes et citoyens, déclarons qu'un monde plus juste est possible et réclavons nos droits démocratiques à participer à la prise des décisions de portée mondiale qui affectent notre vie de tous les jours. En vertu de quoi nous proposons une

réforme en profondeur du système des institutions internationales qui garantisse :

- La gouvernance démocratique de la mondialisation, pour contribuer à résoudre les graves problèmes et affronter les enjeux mondiaux.
- L'élimination de la pauvreté et l'orientation vers un développement solidaire plus équitable et pleinement respectueux de la diversité culturelle, de la biodiversité et de l'égalité des sexes.
- La paix et la sécurité à l'échelle mondiale, garantie de la sécurité des personnes et de l'environnement, se fondant sur des idéaux de justice et de liberté.
- La mise en place de mécanismes de représentation directe et de participation de tous les citoyens du monde et des organisations de la société civile aux prises de décisions à l'échelle mondiale.

Pour toutes ces raisons, les Nations unies doivent être renforcées et se démocratiser pour constituer le pivot d'un ensemble d'institutions

internationales démocratique, cohérent, responsable et efficace. Il ne s'agit de ni plus ni moins que de démocratiser la composition et le mécanisme de prise de décisions des organes et des agences des Nations unies, de façon à en garantir le fonctionnement effectif et démocratique, et de réformer et accueillir en son sein les autres organisations multilatérales mondiales (FMI, BM, OMC, etc.). Pour atteindre ces objectifs, nous appelons à une :

- Mobilisation citoyenne mondiale à travers, entre autres, l'adhésion de citoyens et d'organisations du monde entier au présent Manifeste afin d'obtenir la reconnaissance formelle de l'Assemblée générale des Nations unies, avec la demande de convocation d'une conférence mondiale sur la réforme en profondeur du système des institutions internationales.

Auteur : Carmen Font, professeur d'université et correspondante Share International. Elle réside en Espagne.

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Entretien](#) ()